

RIO : DES MONTAGNES À DÉPLACER

*Nous ne devrions probablement pas attendre grand chose du
«Sommet de la Terre», mais nous pourrions bien être surpris.*

PAR DAVID RUNNALLS

EN JUIN, À RIO DE JANEIRO, QUELQUE SOIXANTE-DIX PREMIERS MINISTRES et présidents se pencheront sur le sort de la planète. Avant de conclure qu'il s'agira encore de bavardages écologistes alarmistes, considérez la question essentielle qui sera examinée à l'occasion du Sommet. Si nous nous montrons incapables de satisfaire aux besoins de la population mondiale actuelle sans perturber inutilement l'environnement, est-il réaliste de penser que nous saurons mieux assurer un niveau de vie décent à deux fois plus de gens ?

Peu nombreux sont ceux qui nieraient que la population actuelle épuise nombre des systèmes vitaux de la Terre, pourtant beaucoup des presque 5 milliards et demi d'êtres humains qui peuplent le monde menacent relativement peu l'environnement. Plus d'un milliard et demi d'entre eux vivent dans une misère noire, dans des décharges publiques, dans des bidonvilles ou dans des zones rurales sans ressources. Ces quinze dernières années, le nombre des pauvres a augmenté de 81 p. 100 en Afrique, de 55 p. 100 en Asie et a plus que doublé en Amérique latine. L'ONU estime que 500 millions de personnes dans le tiers-monde sont sans emploi ou sous-employées — ce qui équivaut à toute la main-d'œuvre réunie des pays industrialisés. Parallèlement, les démographes nous disent que nous ne pouvons échapper au doublement de la population, ce qui nous mettra à 10 milliards d'habitants sur Terre d'ici la moitié du XXI^e siècle, si ce n'est à 14 milliards.

Or, c'est précisément la question à laquelle s'est intéressée la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, autrement appelée Commission Brundtland, du nom de sa présidente, le premier ministre de Norvège. Dans son rapport novateur de 1987, la Commission soulignait que l'économie du monde et son écologie étaient si étroitement imbriquées que les politiques économiques qui ignoraient cette réalité étaient vouées à l'échec. Une des clés de son programme nouveau de «développement durable», qui l'a rendue si populaire, est qu'on y a apparemment «tout à gagner». Il propose, en alliant les éléments des programmes environnements-taux classiques aux éléments des programmes économiques classiques, un monde plus prospère et plus durable du point de vue écologique. Il en résulte une croissance d'une toute autre sorte qui utilise beaucoup moins d'énergie et de matières premières, qui contribue à préserver le capital écologique de la planète au lieu de l'épuiser, et qui est bien équitablement répartie tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays du monde. Bien qu'une telle démarche en laisse d'aucuns très dubitatifs, elle est bien reçue par les Canadiens et Canadiennes.

LA COMMISSION BRUNDTLAND A FAIT DE L'ENVIRONNEMENT UNE QUESTION économique au même titre que la création d'emplois et la croissance des exportations, entre autres. D'accord avec elle, le Secrétaire général de la conférence de Rio, M. Maurice Strong, a décidé de placer la barre plus haut. Il a persuadé l'Assemblée générale de l'ONU qu'une partie au moins de la Conférence devrait être l'occasion de réunir au sommet des chefs de gouvernement, dont ceux qui ont un réel pouvoir économique.

Malheureusement, les délégués de l'Assemblée générale qui ont défini le programme de Rio n'ont pas tiré les leçons du Rapport Brundtland. Au lieu de planifier une conférence sur le développement durable, ils en ont préparé une qui traitera de l'environnement et du développement. D'ailleurs, elle s'appelle officiellement Conférence des Nations Unies sur

l'environnement et le développement (CNUED). Inévitablement, cela a renvoyé les délégués aux réunions préparatoires au discours usé des années 1970, époque où l'on se demandait si environnement et développement étaient compatibles. Ce qui, à son tour, a conduit à une grave cassure entre le Nord et le Sud, cassure cristallisée autour de deux programmes distincts et amplement contradictoires.

Les objectifs du Canada pour 1992, comme ceux de la plupart des pays industriels du Nord, ont principalement trait au changement climatique, à la perte de diversité biologique aux tropiques, à la déforestation et à la santé des océans. Bien que des conventions internationales soient actuellement négociées sur les deux premiers points, séparément de la Conférence de 1992, ces questions seront au centre des débats au Brésil. La Conférence de Toronto sur l'atmosphère en évolution (1988) a été suivie d'une série de rencontres devant déboucher, avant la Conférence de Rio, sur une convention cadre sur le réchauffement de la planète, mais on n'a guère trouvé de points d'entente aux dernières réunions. Les États-Unis restent farouchement opposés à l'idée de fixer des objectifs pour la réduction des émissions d'acide carbonique et la très importante délégation japonaise doit encore se prononcer.

Pour ce qui est de la deuxième convention, qui porte sur la diversité biologique, on progresse très lentement, à cause d'un différend Nord-Sud sur l'utilisation des matériels génétiques en biotechnologie. Peu de pays en développement sont disposés à consacrer davantage de ressources à la protection de leur immense réserve de matériels génétiques, sauf s'ils peuvent en tirer des bénéfices en rapport avec ce qu'elles représentent pour les industries pharmaceutiques et biotechniques du Nord. Pour l'instant, ils ne reçoivent aucun dédommagement financier pour les matériels génétiques prélevés dans leurs forêts tropicales pour mettre au point de nouveaux médicaments.

LE CANADA S'EFFORCE AUSSI D'OBTENIR QUE L'ON ENTAME DES NÉGOCIATIONS sur une nouvelle convention internationale sur l'exploitation forestière. Cette convention viserait les régions tempérées autant que les tropiques. Elle est retardée à cause de la forte opposition de nombre des pays exportateurs de bois tropicaux, Malaysia en tête. Il est probable que la CNUED ne donnera lieu qu'à un énoncé de principes.

Le Sud fonde ses objectifs sur le fait avéré que la plupart des problèmes planétaires sont causés, ou du moins aggravés, par les pays industrialisés. Les pays de l'OCDE, donc du Nord, regroupent plus ou moins 20 p. 100 de la population mondiale mais produisent 80 p. 100 des gaz responsables de l'effet de serre et donc des changements climatiques mondiaux. Plus de 90 p. 100 des chlorofluorocarbures qui détruisent la couche d'ozone sont produits dans les pays industriels. Pourtant, jusqu'ici, la plupart des débats dans les négociations ont été axés sur les régions en développement, plutôt que sur les mesures que le Nord doit prendre pour diminuer sa propre pollution.

Les pays en développement se méfient de ce programme depuis le début. Même si beaucoup se rendent compte que des changements écologiques mondiaux les toucheront sans doute plus durement encore que les pays industrialisés, un ordre du jour consacré exclusivement à l'environnement risque d'éloigner l'attention de leurs priorités, c'est-à-dire de leur développement économique. En outre, nombre d'entre eux pensent qu'un plan d'action découlant d'un ordre du jour environnemental leur imposerait de nouvelles conditions pour l'obtention de l'aide et des prêts étrangers, de